

Discours d'Henri Brugmans (Montreux, 27-31 août 1947)

Légende: Lors du premier congrès de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) à Montreux en août 1947, Henri Brugmans prend la parole et décrit les fondements et les buts du fédéralisme européen.

Source: Union européenne des fédéralistes (sous la dir.). Rapport du premier congrès annuel de l'UEF 27-31 août 1947 Montreux (Suisse). Genève: Union européenne des fédéralistes, [s.d.]. 141 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_d_henri_brugmans_montreux_27_31_aout_1947-fr-289952c0-a6b8-4f1e-9f3e-782da1ef8455.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Discours de Henri Brugmans (Montreux, 27-31 août 1947)

Positions fondamentales du fédéralisme européen

C'est dans cette période trouble que nous tenons notre congrès. Sous quelque étiquette qu'il se présente, le vieux monde est aux abois. Deux ans après la mort d'Hitler, nous ne voyons autour de nous que méfiances, incertitudes et fanatismes. Notre régime c'est celui de la Grande Peur. Pour des dizaines de millions d'êtres, famine et misère sont plus que des menaces : elles sont des réalités quotidiennes. Déjà le sang recommence à couler. Devant l'aveuglement des uns et l'impuissance des autres, les solutions du désespoir paraissent les seules applicables, les seules « réalistes ».

Que penser de tout cela ?

Depuis notre rencontre à Amsterdam deux faits nouveaux se sont produits : la proposition Marshall et l'échec de la Conférence des Trois. Qu'y-a-t-il encore de valable dans nos positions antérieures ? Quelle attitude le fédéralisme européen doit-il prendre ?

Ni opportunistes ni utopistes, nous ne sommes pas de ceux qui défendent un principe pour le lâcher au premier revers, pas de ceux non plus qui se cramponnent à des rêves que l'évolution politique a provisoirement du moins - rendus irréalisables. Nous restons fidèles à nous-mêmes tout en agissant dans le concret. Plus que jamais, nous sommes convaincus que nous avons raison en affirmant la nécessité du fédéralisme intégral et de l'union européenne intégrale. Mais cela ne nous empêche pas de compter avec les faits et de nous insérer dans la réalité.

Ces faits, quels sont-ils ?

Les Etats-Unis, las de remplir un tonneau des Danaïdes, de financer un système multinational inefficace, ont fait la proposition Marshall. Ils ont dit : « Unissez-vous d'abord, nous verrons ensuite. » C'était le langage même du bon sens et c'est une honte pour l'Europe d'avoir attendu un mot d'ordre d'outre-Atlantique pour discerner son devoir et son intérêt.

Devant la question ainsi posée, quelle sera notre attitude ?

L'Europe, en l'occurrence, court deux dangers.

Le premier, c'est de voir l'Amérique - dégoûtée par nos querelles incohérentes - revenir à son isolationnisme d'antan. Danger immense ! Car les peuples d'Europe sont tellement ravagés par la guerre - une guerre perdue par tous - qu'une renaissance deviendrait bien compromise sans l'aide massive du potentiel américain.

D'autre part il est non moins évident que la proposition Marshall présente le danger d'une prépondérance américaine. Or, nous n'avons nullement l'intention d'admettre aucune ingérence étrangère dans notre évolution vers des réformes sociales supérieures.

Comment donc saisir l'occasion qui s'offre, sans perdre notre indépendance ? Voilà le problème. Il faut le résoudre. Cela n'est pas impossible.

D'abord il est évident que les Etats-Unis ne poursuivent pas avant tout un but humanitaire. Si nous avons besoin de l'Amérique, elle aussi a besoin de nous. Nous représentons pour elle un débouché immense - de plusieurs centaines de millions d'hommes, qui avaient l'habitude d'être des consommateurs intéressants. Elle ne veut pas perdre ce marché dans l'avenir et elle a raison. Notre position n'est donc pas celle du parent pauvre.

Mais les dangers pour l'indépendance européenne ne proviennent pas seulement de l'extérieur. Le plus grave, c'est qu'à l'intérieur de notre forteresse, la trahison, ou au moins l'abdication, nous menace. Il est des Européens se refusant à toute transformation de la structure sociale ; ils rêvent d'un retour en arrière et,

battus sur le terrain de la politique nationale, ils comptent sur les Etats-Unis pour rétablir un ancien régime condamné. Ils sacrifieraient de gaieté de cœur leur liberté, pourvu que l'aide américaine les débarrasse du cauchemar révolutionnaire.

Une telle conception relève de l'hérésie. D'abord parce que le fédéralisme ne saurait jamais s'allier avec des forces de réaction sociale. Ensuite, parce que le destin de l'Europe ne peut être accompli que par l'Europe elle-même. C'est à la fois une faiblesse et une utopie que de croire qu'une puissance étrangère - même amie, même généreuse - puisse sauver notre continent. L'Europe est malade, elle ne se guérira qu'elle-même.

Voilà pourquoi nous sommes partisans de l'indépendance européenne. Mais pour notre lutte, il faut s'unir au plus vite. Pour mériter l'assistance de l'Amérique, et en même temps, pour nous défendre contre son ingérence éventuelle - une seule arme : l'unité. Encore faut-il la forger et la forger au plus vite.

Sans doute notre position aurait été bien plus solide si l'Union soviétique n'avait pas interdit aux pays de l'Est de joindre leurs efforts aux nôtres. En faisant échouer la Conférence des Trois, M. Molotov a singulièrement affaibli le potentiel européen. A tous égards, il a rejeté les peuples occidentaux vers les Etats-Unis et cristallisé une concentration occidentale. Une fois de plus, la diplomatie soviétique, en croyant être habile, suscite des coalitions qui tendent à l'isoler et engagent à la fois son avenir et le nôtre.

Pourtant, l'unité reste la seule force de l'Europe et sa dernière chance. Et cette chance est réelle. Car voici une réflexion que je propose à la méditation de tous ceux qui parlent un peu trop schématiquement peut-être, d'« impérialisme américain ». Pour la première fois dans l'histoire, autant que je sache, les dirigeants d'une puissance dite « impérialiste », renoncent à l'adage séculaire *divide et impera*, « diviser pour dominer ». L'Amérique nous convie à l'union - qui fait la force. Veut-elle employer cette force pour ses propres fins ? Cela n'est pas impossible, mais il ne fait pas de doute que l'unité européenne - si aujourd'hui elle permet aux Etats-Unis de ne pas dilapider ses dollars - constituera dans l'avenir une puissante garantie d'indépendance. Et cela pour deux raisons.

La première, parce que notre concentration continentale encouragera d'autres parties du monde à s'unir.

La seconde que, grâce à une fédération européenne, le Commonwealth britannique - assez paradoxalement - gagnera en force et en cohésion. Si la métropole anglaise n'est plus isolée, à la merci de ses créanciers américains, si elle peut compter sur le support d'un continent organisé, elle augmentera sa puissance mondiale et son prestige auprès des Dominions.

La conclusion à tirer de tout cela ? C'est qu'il faut faire du fédéralisme partout où on le peut. Se refuser aux possibilités qui s'offrent c'est se condamner à une politique stérile, c'est se placer en dehors de la réalité, c'est abandonner l'Europe à sa misère et à son impuissance.

Avons-nous pour autant renoncé à notre hostilité à l'égard de la politique des blocs ? Laisserons-nous couper les ponts avec nos frères de l'Est ?

Il n'en est rien. Au contraire. Plus que jamais, nous dénonçons toute tendance de partage du monde entre les deux Super-Grands (qui, du reste, ne totalisent ensemble que 14 % environ de la population du globe). Plus que jamais nous considérons la guerre comme criminelle et totalement inefficace à notre époque. Plus que jamais nous nous sentons solidaires des peuples d'Europe orientale.

Après la trahison de Munich et la reconnaissance, à Yalta, du principe des « zones d'influence », une réponse favorable des pays de l'Est à la proposition Marshall était devenue problématique. Aujourd'hui il leur est impossible de faire une politique extérieure qui ne s'accorde avec celle de l'U.R.S.S. Ils sont d'ailleurs liés à elle par leur évolution sociale, et quelques-uns d'entre eux se rattachent à la grande puissance slave par des liens de sang. Une fois que la Russie avait donc décidé de ne pas participer à la Conférence européenne, il pouvait y avoir, dans l'Est européen, des velléités et des espoirs d'adhésion - mais les dés étaient jetés et le premier noyau de concentration européenne devait se constituer sans eux.

Sans l'Est, mais à aucun prix contre l'Est !

Si les vicissitudes de la politique internationale nous séparent provisoirement, le fédéralisme européen n'accepte pas ce partage comme un fait accompli. Sur ce point (et sur tant d'autres !) nous pensons comme le Dr. Edouard Bénès, Président de la République Tchécoslovaque, qui disait le 6 mai dernier à la commémoration de l'agression allemande : « Jamais nous n'irons exclusivement avec l'Est ou exclusivement avec l'Ouest, mais toujours en même temps avec l'Est et l'Ouest. »

En conséquence, l'U.E.F. ne prendra pas de décision sans tenir compte des aspirations de l'Europe orientale : elle ne se résignera pas à une rupture contraire à l'intérêt évident de tous. A l'U.E.F. les peuples de l'Est pourront toujours compter sur la compréhension la plus totale et nous favoriserons autant qu'il sera en notre pouvoir, toutes rencontres, tous échanges d'idées, de richesses et de personnes entre eux et nous.

Et cela reste possible. Il existe des liens puissants entre les deux tronçons de notre continent. Rappelons-nous, par exemple, que, malgré les accords récents entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S., celle-là reçoit toujours la majeure partie de ses matières premières de l'Ouest. Rappelons-nous les conférences socialistes et syndicalistes internationales où, malgré les incompréhensions et les divergences redoutables, des chances d'entente existent ou se créent. Rappelons-nous aussi que plusieurs millions d'Européens de l'Est se rattachent au catholicisme romain, et ce fait vient d'acquérir une signification politique positive depuis que le quotidien du Vatican a condamné, dans une série d'articles retentissants, toute idée de soi-disant « croisade » anti-bolchévique.

Puissantes sont encore les forces qui pour des raisons pratiques ou idéales, refusent de poser l'Europe orientale devant un choix néfaste - et nullement nécessaire - entre l'U.R.S.S. et le monde occidental. Pour nous, c'est un encouragement et un appui. Il ne faut donc pas désespérer et, si les résultats tangibles paraissent restreints dans l'immédiat, consacrons néanmoins une grande partie de nos forces à surmonter cette ligne de démarcation absurde et néfaste.

Mais politiquement, cela ne suffit point. Toutes nos déclarations peuvent sembler platoniques et même hypocrites, si nous ne précisons pas, une fois pour toutes, notre attitude envers l'U.R.S.S.

Nous savons bien qu'à Moscou, nombreux sont ceux qui ne connaissent que trois types d'hommes : les communistes, les sympathisants naïfs... et les réactionnaires, ennemis du peuple russe, Or, nous n'entrons dans aucune de ces trois catégories. Nous ne sommes pas partisans du collectivisme bolchévique, nous nous flattons de ne pas être plus naïfs que d'autres... et pourtant, nous nous refusons à être les fourriers idéologiques d'une campagne contre l'U.R.S.S. et son régime.

Nous pensons que le communisme russe, avec ce qu'il comporte de censure, de police politique et d'inquisition, ne sera jamais la forme sociale, adéquate et durable, des peuples européens, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Tous, nous avons - et nous entendons conserver - un tempérament frondeur et libertaire et s'il n'était pas possible de dire « non » chez nous, « non » à l'administration, au gouvernement, à l'art académique et à la science officielle... alors Prague, Vienne, Zurich, Paris et Londres seraient des villes mortes.

Mais si notre structure fondamentale est différente de celle des Russes, cela n'exclut... de la part de l'Europe du moins - ni le respect ni l'amitié.

Bien plus, nous savons que l'Europe doit absorber ce qu'il y a de valable dans l'apport social de la Révolution soviétique, de même qu'elle devait absorber celui de la Révolution française, au siècle dernier. Notamment, les soldats de Staline ont quelquefois joué dans l'Est le même rôle que ceux de Bonaparte en Italie et en Allemagne, pays réactionnaires à cette époque. Entrant en libérateurs, ils ont, au départ, détruit de vieilles structures caduques.

Mais précisément parce que nous comparons l'Armée rouge aux sans-culottes et aux grognards de l'Empire, (tout en sachant ce que toute comparaison historique a toujours d'arbitraire), nous nous devons de mettre les

Russes en garde contre une tentation historique qui risque de fausser leur mission. Eux aussi, ils ont tenté de trancher la question sociale par la force, et d'apporter un régime nouveau sur la pointe de leurs baïonnettes. Au nom de l'Europe et au nom de l'émancipation elle-même, qui, selon la forte parole de Marx, ne peut être que l'œuvre des intéressés eux-mêmes, nous proclamons notre volonté d'accomplir notre propre destin. Politique de bon voisinage envers l'U.R.S.S. ? Sans doute ! Mais abdication de notre personnalité européenne... jamais !

La libération de l'Europe sera l'œuvre des Européens eux-mêmes. Cessons enfin de regarder ailleurs et d'attendre que d'autres résolvent pour nous nos difficultés intérieures. Méditons la profonde parole que George Washington a lancée au peuple américain, au terme de sa présidence : « Traitez toutes les nations, disait-il, avec bonne foi et justice... Des antipathies permanentes, invétérées, contre certains peuples et des attachements passionnés pour d'autres doivent être exclus... La nation qui s'abandonne à une haine constante ou à une systématique affection pour une autre nation se fait, dans une certaine mesure, esclave. »

La position que je viens de vous esquisser comporte évidemment une attitude pacifiste très nette. En nous opposant à toute colonisation et à toute mainmise quelle qu'elle soit, nous croyons servir d'ailleurs effectivement les intérêts véritables d'une Amérique et d'une Russie soviétique, dont les peuples ne demandent qu'à travailler dans la paix.

Mais notre pacifisme n'est pas de lâcheté, bien entendu. La plupart d'entre nous savent bien qu'il y a des valeurs dont le prix est supérieur à la vie. Mais peut-on sauver ces valeurs par la guerre ? Peut-on miser sur l'hécatombe atomique pour résoudre le « problème » russe ou américain ? Nous pensons que les solutions militaires - malgré le verbiage de « fermeté » et d'« énergie » dont on les entoure - ne sont que des preuves d'incapacité et des abdications. Ce n'est pas le conflit armé qui tranchera les questions - elles ne se résolvent que par une organisation adéquate de la société. Qui veut la paix ne prépare plus la guerre - il doit préparer un gouvernement fédéral.

On nous a souvent demandé si nous, fédéralistes européens, étions en faveur d'une solution fédéraliste mondiale, ou si nous voulions nous consacrer d'abord à notre propre continent.

Je réponds à cette question avec franchise.

Nous croyons que faire une politique européenne, c'est faire déjà une politique d'ordre mondial. Il serait absurde de vouloir organiser l'Europe en vase clos. Si nous avons pris pour devise : « l'Europe unie dans un monde uni », cela signifie que toute action pour une pacification de l'Europe dans un monde divisé, nous semble utopique. Dès le début, la cause européenne ne se défend qu'à l'intérieur d'un cadre mondial.

A quoi servirait, en effet, l'unification de notre partie du monde, si aucune autorité internationale n'organise l'usage de l'énergie atomique ? A quoi servirait chez nous une planification économique tronquée, si elle ne peut mettre les Européens à l'abri de la misère ? A quoi servirait la création d'une armée européenne, si elle était condamnée à servir des intérêts étrangers ou des impérialismes oppresseurs ?

Voilà pourquoi nous croyons que tout pacifisme reste utopique, s'il ne préconise des solutions fédéralistes mondiales. Voilà pourquoi nous luttons pour la création des organismes universels indispensables, aptes à empêcher les catastrophes et à organiser le monde pacifiquement.

Je vais plus loin. Dans notre esprit, il n'est même pas question de construction progressive, par échelons achevés : d'abord, mener à bien « Benelux » par exemple, ensuite organiser l'Europe et finalement unir « le grand globe lui-même ». Non ! L'histoire ne procède pas ainsi ! Tout problème posé entraîne aussitôt tous les autres. Sans Europe fédérée, toute tentative régionale se révèle précaire, et que deviendra l'Europe elle-même, si elle reste à la merci de la mort atomique et de la famine ?

Pour nous, la pacification du monde n'est pas un rêve lointain, mais une nécessité immédiate, qui comporte des solutions pratiques, dès aujourd'hui. Voilà pourquoi nous avons participé de toute notre énergie au Congrès fédéraliste mondial, qui a siégé ici-même, il y a quelques jours. Je crois pouvoir dire que nos efforts

n'y ont pas été vains.

Fédéralistes intégraux - nous devons travailler sur tous les plans et partout où s'offrent des possibilités. En tant qu'hommes, menacés par la bombe, nous luttons pour un pouvoir mondial, dépositaire de l'énergie atomique. En tant qu'Européens, nous voulons tirer notre continent du chaos où il sombre. En tant que citoyens de l'an de grâce 1947, nous agissons dans le cadre que l'histoire nous a donné.

L'échec de la Conférence des Trois a créé une situation qui nous interdit d'une part certaines perspectives. D'autre part, elle nous oblige formellement à des actions plus limitées. Je m'explique par un exemple.

Jusqu'ici, nous n'avons pas soutenu, de toutes nos forces, le rapprochement franco-anglais. Nous le souhaitons, certes, mais sans vouloir favoriser une concentration, qui risquait d'être interprétée comme une manœuvre dirigée contre l'Est. A présent, ne pouvant plus attendre un revirement prochain de la politique mondiale, des réalisations partielles s'inscrivent à notre ordre du jour. Un pas immense ne serait-il d'ailleurs pas fait, un exemple contagieux ne serait-il pas donné, si la proposition que M. Churchill fit à la France au lendemain de Dunkerque - la proposition d'un « co-citizenship » fédéral - pouvait se réaliser d'ici peu ?

Des déclarations platoniques, il faut passer aux actes. Nous devons faire du fédéralisme, partout où ce sera possible. Et pour cela, nous estimons que la plus grande concentration des forces européennes est nécessaire.

Vous savez que nous avons signé à Paris le 20 juillet dernier, un accord avec la Ligue indépendante pour la coopération européenne, les comités pour l'Europe Unie et l'Union parlementaire européenne. Nous n'y avons pas sacrifié notre liberté politique, ni notre possibilité d'agir sur tous les plans. Mais nous allons examiner, en toute loyauté et bonne foi, les possibilités qui s'offrent, et voir si nous pouvons nous partager la besogne - qui est immense - dans tous les cas concrets.

Nous pensons qu'un tel travail de liaison est utile et sage, dans la situation qui est la nôtre. Mais il est d'autant plus nécessaire de préciser en même temps le caractère véritable, les buts lointains, le sens profond de l'action fédéraliste.

Réussirons-nous à donner à nos peuples une perspective nouvelle ? Pourrons-nous imposer notre programme dans un monde de peur et de haine ? Tout dépend de notre clairvoyance et de notre volonté. Essayons de bien définir nos positions. Et c'est ici que j'aborde avec joie le message social du fédéralisme.

Oui, je l'aborde avec joie ! Car s'est par là aussi que nous serons jugés. C'est par notre capacité de rénovation sociale que nous prouverons que l'Europe est encore viable et digne de mener une existence libre.

« Comment voyez-vous l'évolution de l'Europe société ouverte ? » Si le fédéralisme est incapable de répondre à cette question, son échec est certain. Car d'une part, dans la perspective d'une coopération fédérative supranationale, on peut prévoir que tous les problèmes se poseront d'une façon nouvelle. Et, d'autre part, l'union fédérale de l'Europe ne peut s'effectuer que si elle s'insère résolument dans la grande révolution de notre époque.

Qu'est-ce que nous entendons par ces mots « révolution de notre époque » ? Non pas, certes, des combats de rue, des inquisitions partisans et des guerres civiles. Mais nous pensons à certaines données objectives de l'histoire, que nous devons utiliser au service de l'homme. « Le seul moyen d'éviter une révolution », disait Proudhon, « c'est de la faire ».

Or, la technique contemporaine est révolutionnaire.

De même que la découverte de l'imprimerie et de la poudre à canon, les grandes navigations du XV^e siècle ont déchaîné des révolutions qui se sont appelées « Humanisme », « Réforme » et « Renaissance », - de même que la machine à vapeur et la « Spinning Jenny » ont déterminé la révolution industrielle, le libéralisme et le mouvement ouvrier - de même, aujourd'hui, l'avion, la radio et l'énergie atomique vont nous créer une société qui ne s'accorde plus avec les vieilles structures nationales et capitalistes.

Mais non seulement la technique a révolutionné le monde. La psychologie humaine lui emboîte le pas et, malgré les fatigues et les déboires d'un après-guerre troublé et d'une libération trahie, l'homme est potentiellement révolutionnaire en Europe.

En effet, nous voyons chez nous des peuples foncièrement sains en face d'un régime tracassier mais faible, et cela est historiquement la formule même des périodes prérévolutionnaires. Ne nous méprenons pas sur le calme apparent de nos populations, sur leur indifférence politique qui dégénère parfois en esprit grégaire le plus stupide. Ne nous méprenons pas non plus sur la stabilité relative des gouvernements et des régimes. Une étincelle peut suffire pour provoquer l'explosion. Les anciens régimes tombent aisément si, en fait, ils ont déjà abdiqué. Dans une telle conjoncture les peuples ou bien tombent dans la déchéance, ou bien aspirent à une révolution. Laquelle ? C'est à nous de combler le vide. Si nous ne satisfaisons pas l'obscur attente des masses, d'autres viendront qui les entraîneront dans je ne sais quelles aventures.

Le fédéralisme doit donc être prêt à prendre le pouvoir, et il ne constituera non seulement un nouveau régime politique, mais aussi un régime social nouveau.

Qu'apporte le fédéralisme en ce domaine ? Deux éléments conjoints ; la solidarité organique et la liberté, c'est-à-dire : l'épanouissement de la personne humaine. C'est uniquement dans cette perspective-là que la liberté cessera d'être une prime à l'exploitation et que la solidarité évitera de dévier en dictature totalitaire. Le fédéralisme apporte la liberté sociale au monde !

Pour nous l'ouvrier n'est pas libre s'il est l'esclave du machinisme et du profit, si l'entreprise où il travaille n'est pas également son entreprise, s'il n'a pas la certitude que son produit profite au bien-être de la communauté entière. Le directeur d'entreprise n'est pas libre dans sa fonction naturelle, s'il est réduit au rôle du fonctionnaire qui exécute des ordres venus d'en haut. Et le consommateur n'est pas libre, s'il subit la dictature d'un monopole, qui lui impose des prix de famine - peu importe si ce trust s'est assuré la complicité des représentants ouvriers.

L'alliance des producteurs et des consommateurs organisés contre toutes les soumissions, tous les parasitismes et toutes les spéculations - coopération de tous les hommes libres - impliquant la cogestion et la responsabilité de toutes les compétences pour le bien commun - le *self-government* et la démocratie de la base jusqu'au sommet : voilà le fédéralisme.

L'image de la société, telle que nous la portons en nous, c'est donc l'image d'une liberté organisée à tous les étages. Car nous refusons toute souveraineté, qui ne libère pas l'homme d'une servitude. Nous refusons le patronat de droit divin et la technocratie, puisqu'ils prétendent organiser l'économie en se servant de l'homme, comme d'un « matériel humain ». Odieuse nous est la concentration des pouvoirs entre les mains d'une minorité de féodaux modernes. Odieuse, non moins, la domination d'un super-trust qui s'intitule « l'état ». Odieuse aussi, la dictature de l'« homme moyen », cet être médiocre et sans âme, que l'on essaye de fabriquer en série à coups de publicité massive. Odieuse enfin, et un affront à la liberté humaine, la suprématie d'un parti totalitaire qui se prétend l'incarnation de la souveraineté nationale. « Tout joug est fait pour être secoué » disait Diderot.

Mais assez de négations, assez d'« ant » ! Concluons avec notre maître Proudhon, qui écrivait en 1866: « Contre les abus irréparables de la souveraineté, je demande donc et plus que jamais, le démembrement de la souveraineté. » Ce « démembrement de la souveraineté », c'est là où réside la véritable « politique de la personne ».

A la lumière de ces principes, examinons maintenant deux problèmes d'une actualité angoissante : celui des nationalisations et celui de l'Allemagne. Il y en aurait eu d'autres à étudier (je pense à celui de l'émancipation coloniale) mais je vais m'en tenir là. Je m'excuse auprès de nos amis anglais de mon excursion dans le domaine de la théorie. Qu'ils me pardonnent de mêler la philosophie à notre action...

Ainsi, d'abord les nationalisations.

Autour d'elles, un débat idéologique s'est engagé. Il nous paraît sans issue car on raisonne d'ordinaire sur des principes abstraits. La droite est « contre », la gauche est « pour ». Qu'est-ce que cela signifie ? D'une part on veut assurer le fonctionnement de l'économie dans l'intérêt public. Rien de plus légitime. D'autre part, on souligne les méfaits de l'état-patron, de l'état-entrepreneur - et là encore, on a souvent raison. Comment sortir de cette impasse ? Par le vote ? On ne tranche pas de telles questions à la majorité politique. Alors ?

Le fédéralisme - c'est-à-dire la politique de la personne, de l'homme concret - entend résoudre la difficulté dans chaque cas qui se présente, sans préjugé d'école. Il y distingue chaque fois trois éléments de base : l'élément *économique*, l'élément *social* et l'élément *territorial*.

Pour nous, une entreprise est avant tout une unité économique produisant une denrée utile. Il faut donc d'intérêt public que cette production s'effectue avec le maximum de souplesse. Si la nationalisation contribue à ce but, allons-y pour la nationalisation. Si, au contraire, elle rendait l'entreprise plus lourde, plus politique, elle va à l'encontre du bien commun et alors, pourquoi la préconiser ?

D'autre part, une entreprise implique l'esprit d'équipe - chez l'équipe de ceux qui travaillent. Ceux-là ont le droit de savoir pour quoi et pour qui ils font ce qu'ils font. Ils doivent pouvoir se sentir intégrés à un ensemble dont ils sont responsables, intégrés à une communauté qui les protège, et, au besoin, les défend. Toute une série de problèmes se posent ici, et il faut les résoudre : transformation du travail en série, démocratie sociale, reconquête de la joie au travail, de la responsabilité commune pour l'œuvre exécutée en commun. La nationalisation peut-elle contribuer à les résoudre ? C'est à examiner dans le concret.

Et finalement, si on confie une entreprise à la « communauté », est-il bien certain que l'Etat en soit le dépositaire naturel ? Pourquoi pas la commune ou une fédération de communes, pourquoi pas la province, le canton... ou une régie spéciale, dont la circonscription territoriale déborde peut-être celle de l'Etat-nation souverain ? Rien n'a été plus néfaste pour les mouvements ouvriers nationaux, croyons-nous, que cette manie à s'hypnotiser sur les solutions nationales, d'assimiler le socialisme à la socialisation, celle-ci à la gestion bureaucratique et l'Etat à la communauté. Sans doute, M. Emery Reves a-t-il raison quand il y voit par ailleurs un dangereux renforcement du nationalisme, dans les institutions publiques et dans les esprits.

Un exemple. On s'est beaucoup plaint en France de ne pas recevoir suffisamment de charbon de la Ruhr. On a dit, et très justement, que la Lorraine et les bassins westphalo-rhénans forment un tout, et représentaient au fond les deux mains du même travailleur. Mais ne voit-on donc pas que, pour rétablir une coopération naturelle, organique et indispensable, la nationalisation nous éloigne du but ? La question réelle de notre époque n'est pas de savoir si l'entreprise sera privée ou publique ou mixte - la vraie question qui est la clef de toutes les autres, c'est de savoir si enfin nous sortirons du cercle vicieux du nationalisme économique.

N'est-il pas absurde, en effet, de parler de charbon « belge », « français », « allemand » ou « hollandais » et d'en confier jalousement la gestion à des fonctionnaires nationaux, qui doivent l'exploiter dans le cadre factice d'une économie dite « nationale » ? Si les nationalisations favorisent le virus nationaliste - et souvent elles le font ! - disons bien nettement qu'elles sont réactionnaires !

Je n'ai fait qu'esquisser le problème, sans doute. Nous allons d'ailleurs le retrouver tout à l'heure en parlant de l'Allemagne. Il faudra l'étudier beaucoup avec tous les intéressés, les experts et particulièrement avec nos amis syndicalistes. Mais j'affirme en tout cas que devant un tel problème, le fédéralisme européen a son mot à dire.

De même nous pensons que le problème allemand est insoluble, sans recours aux méthodes et aux solutions fédéralistes, sans lutte contre le nationalisme, sous toutes ses formes.

Ne perdons pas notre temps à des spéculations psychologiques, à des considérations sur le caractère national allemand. Nous savons que les Allemands sont très influençables, que leur naissance tardive à la vie nationale leur a inculqué un chauvinisme exaspéré, que leur esprit grégaire s'orne volontiers d'un idéalisme à la fois creux et incendiaire, et qu'en résumé, ils ont une tendance marquée aux manifestations collectives où

la responsabilité personnelle s'efface. Tout cela, nous le savons par expérience. Et cependant ? L'Europe est inconcevable sans les dizaines de millions d'Allemands à qui il faut ouvrir une perspective.

Ne nous demandons pas non plus abstraitement si nous sommes « optimistes » ou « pessimistes », si nous « croyons » ou « ne croyons pas » que la rééducation est possible. Mettons-nous à l'œuvre - mettons sur pied une politique allemande viable. Pour ma part, je suis d'ailleurs convaincu que si vraiment la force européenne fédéraliste se concrétise, nous allons découvrir en Allemagne des dizaines et peut-être des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, mûris par des expériences effroyables, seront prêts à répondre à nos appels. De grâce, avant de parler sérieusement de l'Allemagne, débarrassons-nous de notre pharisaïsme ! Et notamment, disons-nous bien que si nous devons compter sur les régimes d'occupation pour guérir ce peuple vaincu, autant vaudrait attendre la résurrection des morts !...

Ceci dit, quelles sont nos propositions concrètes ?

La reconstruction et le rééquipement du pays, le fonctionnement de son potentiel économique, ne peuvent pas être assurés selon nous par une politique décentralisatrice. Nous ne voyons rien de « fédéraliste » dans une économie westphalienne ni dans une économie zonale ou bizonale. Mais il faut aller plus loin et dire que tout ce domaine-là dépasse aujourd'hui les cadres de l'Etat allemand - supposé qu'il soit rétabli - comme celui de toute autre concentration nationale. Lorsqu'on parle de l'économie « allemande » on a tort. C'est d'économie européenne dans un ensemble mondial qu'il faut parler.

Il en découle la nécessité d'organiser cette économie européenne dans un ensemble mondial. Non seulement il serait hypocrite de recommander le fédéralisme à l'Allemagne et de rester chez nous sur nos positions nationalistes, mais, bien plus, il serait pratiquement, techniquement impossible de « fédéraliser » le potentiel économique allemand sans toucher à la structure des autres pays. Comme nous l'avons déjà dit à Amsterdam : le fédéralisme n'est pas une punition infligée au vaincu, ni une solution inspirée par la peur - elle est la solution objective par excellence, et elle est inapplicable dans un seul pays, si tous les autres ne s'engagent pas dans la même voie.

Une fois de plus, je m'explique par un exemple.

Aucun problème n'est plus débattu que celui de la Ruhr. Faut-il rendre ce potentiel immense et redoutable à des propriétaires allemands ? Faut-il le « nationaliser » au profit d'une puissance victorieuse, ou de plusieurs ? Ce serait donner une prime au militarisme ou favoriser une politique de proie.

Ce qu'il faut, c'est créer le premier noyau des régions autonomes européennes du charbon et de l'industrie lourde, régions qui rétabliraient économiquement l'unité géologique et géographique du bassin houiller et industriel de l'Europe occidentale, qui travailleraient efficacement et seraient enfin libérées des entraves nationales. Elles seraient contrôlées par tous les intéressés eux-mêmes et, par ce fait, ne présenteraient plus le danger de servir des ambitions agressives.

D'autres exemples seraient à citer dans ce même ordre d'idées. Je pense notamment à la création d'un réseau réuni des transports européens, dont une société des chemins de fer fédéraux de l'Europe serait une des bases, et pour lequel une *Reichsbahn* fédéralisée donnerait un point de départ concret. C'est dans cette direction-là que nous devons chercher des garanties contre le militarisme d'un Quatrième Reich. En dehors du fédéralisme européen, pas de sécurité !

Et cette sécurité, que signifie-t-elle pour l'Allemagne elle-même ?

La certitude que ses rêves de domination sont devenus - enfin, et Dieu merci ! - des utopies, dépassées par l'histoire. Mais aussi : une telle organisation continentale ouvre le chemin d'une intégration progressive dans un ensemble humain. Là, et là seulement, se trouve la possibilité d'une guérison morale. Car une fois que la perspective existe d'une renaissance matérielle et d'une coopération européenne, la décentralisation du pays cesse d'être un démembrement antinational et réactionnaire. Une fois que la Ruhr fait partie de l'Europe unie, ainsi que la Lorraine, le Luxembourg, le Borinage, Liège et les Limbourgs, le spectre de la «

Kleinstaaterei » disparaît, et la vie locale, communale, provinciale peut prendre son essor librement.

Car nous savons bien que le culte et la pratique d'un Etat unitaire ont été en Allemagne plus néfastes que nulle part ailleurs. Dans le domaine de l'administration, de la vie sociale, politique et culturelle, seule la décentralisation crée les conditions d'une démocratie véritable. Travaillons-y ; nous seuls, fédéralistes européens, avons le droit de la préconiser !

Et enfin, nous voudrions que de ce congrès sorte une dernière revendication concrète. A nos yeux, il est indispensable que cesse une politique d'occupation, qui entrave la libre circulation de la culture européenne en Allemagne.

Certes, nous savons que certaines organisations alliées ont fait dans ce sens un grand effort. Mais il est, hélas ! certain que d'innombrables Allemands, de culture et de volonté européennes, attendent vainement un contact régulier avec la vie spirituelle du monde. Non seulement, ce contact ne doit plus être entravé, mais il faut le favoriser, l'organiser avec clairvoyance et méthode, sous le contrôle et sous l'instigation d'un conseil compétent. Ce qu'on a appelé la « rééducation de l'Allemagne » n'est pas le privilège ou le fardeau des vainqueurs ou des puissances occupantes, elle est la responsabilité de toute la communauté européenne et humaine.

Fédéralisme donc, sur tous les plans. Fédéralisme à l'échelle de la personne, créateur de solidarités visibles et organiques. Fédéralisme européen et mondial, seul moyen de résoudre les antinomies d'une époque où l'homme est matériellement solidaire du travail de tous ses semblables.

Fédéralisme, encore du fédéralisme et toujours du fédéralisme, pour que vivent les communautés humaines libres et pour que tombent enfin les frontières et les compartimentages.

Voilà les solutions que nous devons soutenir devant l'opinion publique. Nous allons les préciser et ce sera là une tâche notamment de notre cher Alexandre Marc. Mais l'élaboration technique des solutions ne suffit pas. Il faut surtout créer la puissance politique en Europe, capable de les imposer. Il faut que nos peuples se réveillent de leur asphyxie, qu'ils se révoltent enfin contre une politique qui dispose d'eux - chez eux, et contre eux - qu'ils s'unissent pour leur salut commun.

Quelquefois, cette tâche peut sembler écrasante et nous avons l'air d'être des prophètes prêchant dans le désert... comme tous ceux, d'ailleurs, qui ont changé le cours de l'histoire. Mais au fond de notre choix pour le fédéralisme et de notre décision pour y consacrer notre vie - qu'y a-t-il ? Ambition personnelle ? Témérité orgueilleuse ? Il y a tout simplement une vocation commune et personnelle que nous n'avons pas le droit d'outrepasser.

Réussirons-nous ? Si on le savait d'avance, il n'y aurait plus d'histoire. Guillaume d'Orange, Henry IV de France, Bolivar, Mazzini, Lénine, Sun-Yat-Sen ou Roosevelt savaient-ils leurs chances de réussite ? Soyons certains que bien des difficultés nous attendent et bien des déboires, mais sachons aussi que parmi nous une force est née qui, pour le moment, incarne l'Europe. Elle ne l'incarne pas seule, Dieu merci ! Mais actuellement, elle incarne peut-être avec le plus d'énergie et de lucidité, cette volonté de nos peuples à sauver leurs valeurs communes fondamentales et à pousser vers un régime nouveau.

Et, puisque nous sommes la synthèse vivante - non pas pensée mais vécue - des traditions européennes et de la révolution moderne, nous avons de puissants alliés. Avec une égale sérénité, nous abordons des milieux aussi divers que le Conseil économique et social de l'ONU, qui nous a demandé d'être une de ses organisations consultatives, les Eglises chrétiennes, les chambres de commerce, le syndicalisme ouvrier et la ci-devant résistance européenne. Chez tous, nous avons une corde particulière à remuer, un apport spécial à donner. A tous, nous avons conscience d'apporter un élément nouveau... et pourtant déjà familier - un élément de libération et d'épanouissement, la richesse d'une volonté positive.

Citoyens d'Europe, il n'y a pas encore un an que la première Conférence fédéraliste européenne s'est réunie à Hertenstein, non loin d'ici. Depuis, le chemin parcouru est immense. Si nous le voulons tous, dans l'année

qui vient, nous pourrons accomplir bien davantage. Je me refuse à faire de l'éloquence, en terminant. J'exprime simplement le vœu que du Congrès de Montreux le fédéralisme européen sorte plus uni, mieux armé, plus combatif et plus réaliste. Pour le reste, l'avenir n'est à personne - l'avenir est à Dieu.

Henri Brugmans.